



La participation du public en matière d'environnement : contexte international et évolutions en Angleterre et au Pays de Galles

Colloque CNCE - 4 mars 2020

*Hélène Barbé et Caroline Vincent,
sous la direction de Cécile Blatrix, professeure de Science Politique à AgroParisTech*

Plan de la présentation

1. La participation du public en matière d'environnement : un impératif à dimension internationale
2. L'évolution des formes de participation en matière d'environnement en Angleterre et au Pays de Galles

**La participation du public en
matière d'environnement :
un impératif à dimension
internationale**

Une exigence universelle ?

- **A l'échelle internationale**

- OCDE, organisations internationales...
- Principe 10, Déclaration de Rio, 1992
- Convention d'Aarhus, 1998



- **A l'échelle européenne**

- Livre Blanc sur la gouvernance européenne, 2001
- Directives européennes
- Traité de Lisbonne, art. 8B (art. 11 dans le traité consolidé) :

« Les institutions donnent, par les voies appropriées, aux citoyens et aux associations représentatives la possibilité de faire connaître et d'échanger publiquement leurs opinions dans tous les domaines d'action de l'Union. »



- **En France**

- Multiplication des dispositifs, procédures, pratiques visant à associer le citoyen à la décision en matière d'environnement
- Ex : Loi Bouchardeau, 1983



De Stockholm à Rio : développement durable et participation

de l'**écodéveloppement**...

...au **développement durable**

1972 - Conférence de
Stockholm

1992 - Conférence
de Rio

Principe 10 de la Déclaration de Rio : « *la meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient. Au niveau national, chaque individu doit dûment avoir accès aux informations relatives à l'environnement... et avoir la possibilité de participer au processus de décision. Les Etats doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les informations à la disposition de celui-ci...* »

Un droit à participer établi dans une convention internationale



- **Convention d'Aarhus**

Convention internationale avec 3 piliers :

- **Information** (*articles 4 et 5*)
- **Participation** (*articles 6 à 8*)
- **Justice** (*article 9*)



- Application organisée pour l'essentiel à l'**échelle nationale**
- Débat sur l'**applicabilité directe**

- 49 signataires dont l'**UE**
(approuvée par décision du Conseil le 01/02/2005)



Années 2000 : de la participation à la contestation

Grands Projets Inutiles et Imposés *Unnecessary, Imposed Mega Projects*

- **Un réseau international**
 - Forums annuels à partir de 2012, positions communes (Charte d'Hendaye, Charte de Tunis)
 - Travail de mise en carte
- **La carte des Grands Projets Inutiles Imposés**
 - projet Intercoll et la revue française Mouvements, initiée par Nicolas Haeringer, militant et journaliste
- **Le site Ej Atlas**
 - Atlas de justice environnementale : *"cartographier les espaces de résistance"*
 - Mené par le projet de recherche mondial EJOLT



Source : <https://www.rosiamontana.org>



Source : Google maps, Grands projets Inutiles et Imposés

**L'évolution des formes de
participation en matière
d'environnement en
Angleterre et au
Pays de Galles**

Textes fondateurs - 1909 / 1990 (1/2)



Housing, Town Planning Act 1909

Introduction des systèmes locaux de planification de l'urbanisme

Complété par :

1. Housing and Town Planning Act 1919
2. The Town Planning Act of 1925
3. The Town and Country Planning Acts of 1932, of 1947 and of 1990

Texte fondateur - 2008 / 2011 (2/2)



The Planning Act 2008

Objectif : accélérer le processus d'approbation des nouveaux grands projets d'infrastructure (NSIPs) tels que les aéroports, les routes, les ports, les installations énergétiques telles que l'énergie nucléaire et les installations de traitement des déchets

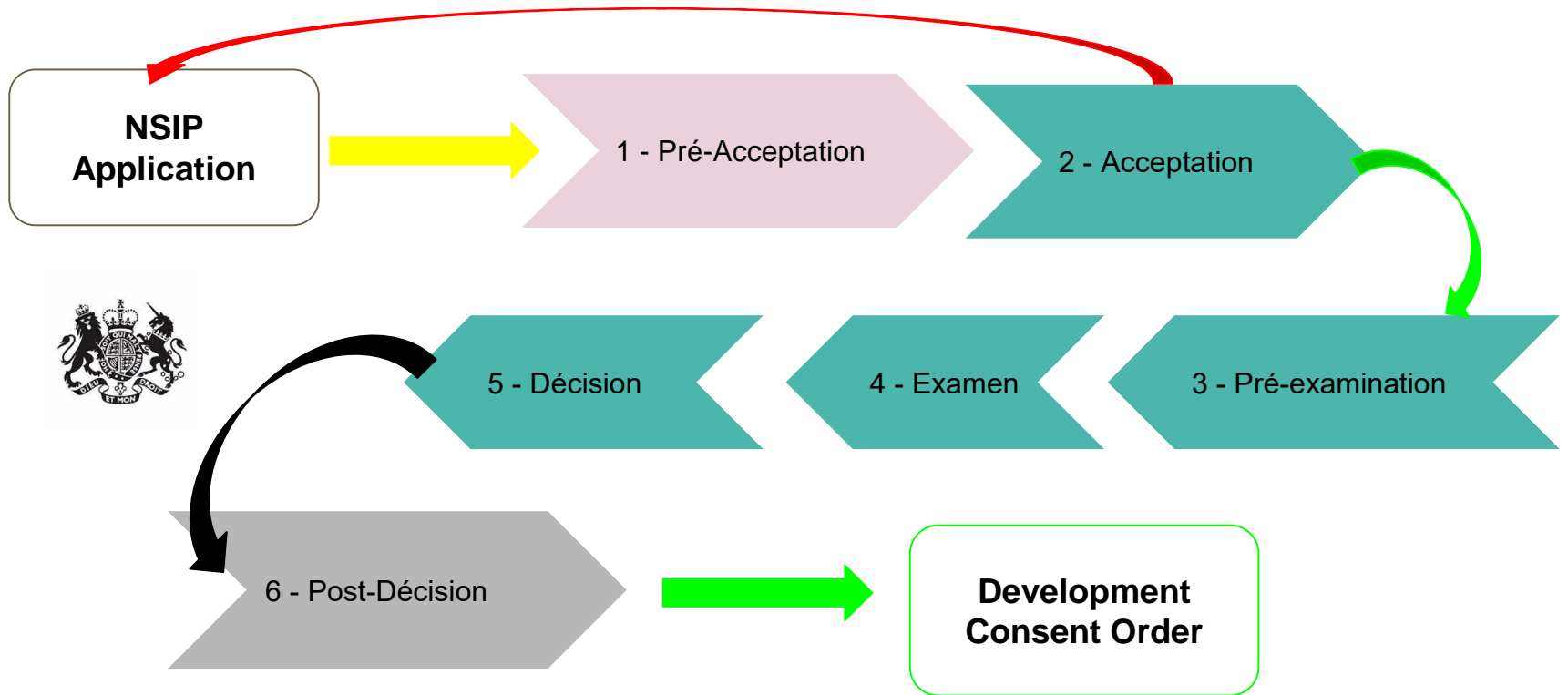
to be one of the "three legislative pillars of the Government's strategy to secure long-term prosperity and quality of life for all"

Leader of the House of Commons, 2008

The Localism Act 2011

Objectif : faciliter la dévolution des pouvoirs de décision du contrôle du gouvernement central aux individus et aux communautés.

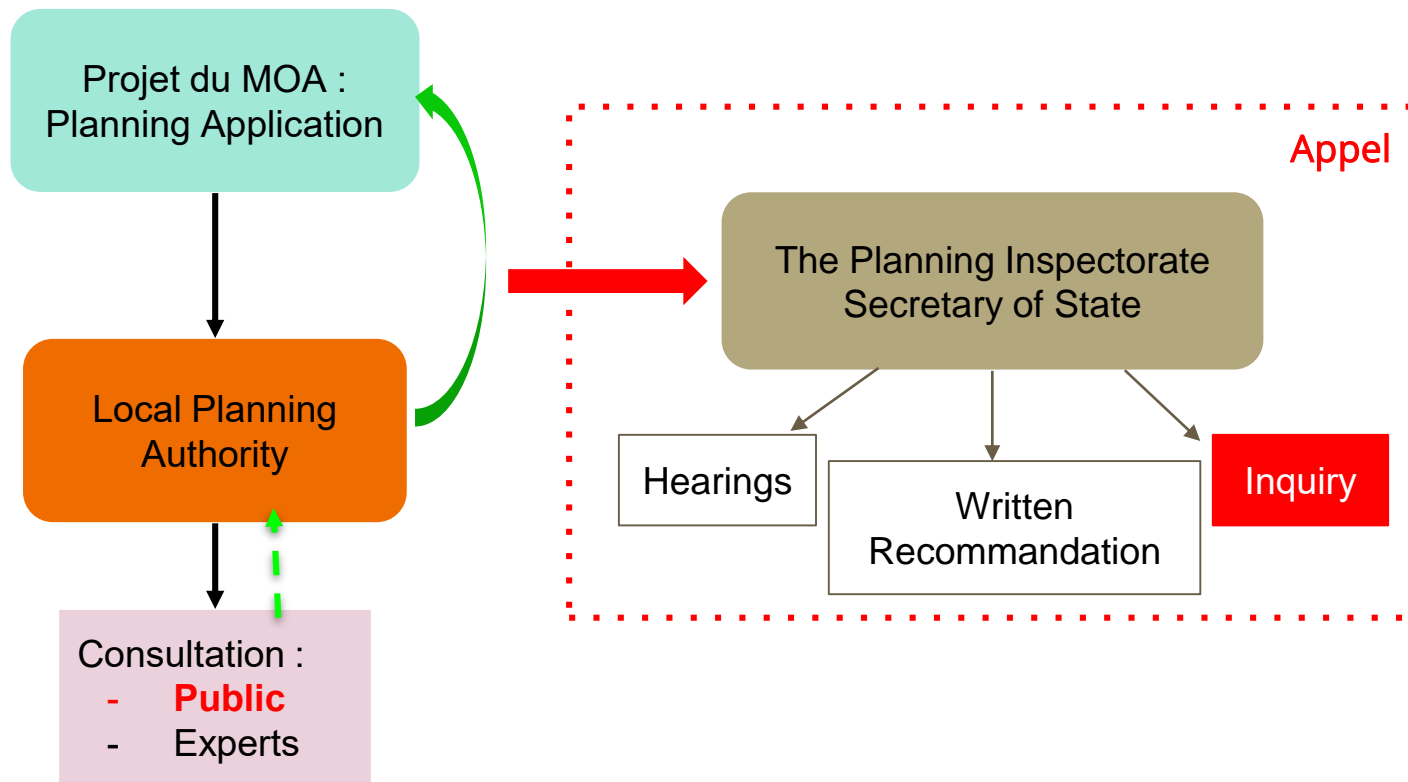
Le Planning Inspectorate et l'examen des National Significant Infrastructure Projects (NSIP)



Les hearings



Le Planning Inspectorate et l'examen de recours d'urbanisme



Le déroulé de l'Inquiry

1. L'objectif principal, présentation:
 - a. des détails techniques du projet
 - b. de l'argumentaire des opposants au projet
2. Les partis sont représentés par des "advocates" = "défenseurs"
3. L'"Inquiry" sont ouvertes au public
4. Formalisme du déroulé de l'"Inquiry"
5. Durée : 1 jour ou plus



Source : site internet du Planning Inspectorate

Conclusion

Une tendance à la simplification et à l'accélération des processus de décision qui n'est pas limitée à la France.

Des différences et des ressemblances qui donneront lieu à des études plus approfondies.

Quel avenir avec le Brexit ?



Source : Mouvement Européen France